

tique d'annexion qui leur réserve un statut inférieur. Avec l'OLP ou sans elle, ils sont décidés à prendre des risques de plus en plus grands, car les colons n'offrent rien à leurs aspirations nationales. La « révolution populaire » commence, alors même qu'Arafat essaie de trouver un compromis politique, en partie parce qu'il a été déçu dans son espoir d'une résistance populaire armée. C'est là le choix réel qui s'offre à nous au camp Dehaishe.

Pinhas INBARI, *al-Hamishmar*,  
4 février 1985

### LES « MÉTHODES LIBANAISES »

La colère est mauvaise conseillère. Semblable à un géant blessé, rendu furieux, l'armée israélienne est en train de commettre faute après faute au Liban. Phénomène nouveau, l'armée israélienne semble maintenant poussée par le sentiment qu'elle n'a pas d'autre choix que de riposter au harcèlement des chiïtes, de riposter brutalement car elle ne peut laisser impunies les attaques dont elle est l'objet. Ce réflexe, pour naturel qu'il puisse paraître, est un indice des perversions engendrées par cette guerre. C'est le reflet de la métamorphose que notre politique a subie au Liban : d'une grande stratégie globale aux réflexes agressifs d'un animal blessé.

Les guerres créent leur propre terminologie. Ainsi, les Israéliens parlent maintenant de « *méthodes libanaises* » employées pour réprimer le terrorisme chiïte. C'est l'image de notre métamorphose. Nous nous étions mobilisés pour créer au Liban un ordre nouveau, et c'est au contraire l'état de fait libanais qui nous a imposé son ordre. L'appel à l'emploi de « *méthodes libanaises* », au moment où l'armée israélienne se retire, ouvre un chapitre nouveau de la perversion chez nous de la pensée militaire, la « libanisation » de nos forces de défense. Nous savons parfaitement ce que sont ces « *méthodes libanaises* ». L'armée israélienne est entrée au Liban dans le

but, entre autres, d'abolir ces méthodes. Et voici que nous les employons nous-mêmes. Nous nous efforçons d'être plus libanais que les Libanais.

De nombreuses unités de l'armée, qui ont compris les choses, et le chef d'état-major lui-même, réprouvent ces « *méthodes libanaises* ». Par ces méthodes, disent-ils, on obtient le calme pour quelques jours, ici ou là ; mais on ne supprime pas le terrorisme. On veut persuader l'armée israélienne, comme on avait persuadé l'armée américaine au Vietnam, qu'une répression de masse est capable de supprimer le terrorisme. Les Américains n'avaient pas su inventer autre chose. Ils firent ce que nous n'avons jamais osé faire, mais leur politique de châtement n'a eu aucun effet. Plus tard, trop tard, l'Amérique comprit qu'elle n'avait plus d'autre choix que de partir.

La comparaison gêne beaucoup de gens, mais elle s'applique bien à nous. Cette semaine, il a semblé que nombre de personnes honnêtes aient perdu tout bon sens devant la levée d'une résistance populaire au Sud-Liban. Mais au Liban, tout comme au Vietnam, l'ennemi n'est pas une quelconque organisation que l'on pourrait détruire en éliminant ses chefs. Il est impossible de supprimer les chiïtes, ni, comme nous l'avons découvert à nos dépens, l'OLP, par des méthodes aussi simplistes. Nous avons affaire là à des entités qui ont une base très large, un appui populaire en expansion, et toutes les méthodes que l'armée israélienne serait capable d'utiliser, ou disposée à utiliser, seront impuissantes devant ce fait. Parmi les chiïtes, il y a non seulement une opposition à la présence de l'armée israélienne, mais aussi une agitation plus profonde, car la minorité chiïte exige maintenant la place qui lui revient dans l'État. Nous ne pouvons pas étouffer cette minorité, quoi que nous fassions.

Et ainsi, nous voici déçus de force militaire puissante, raisonnée, efficace que nous étions en juin 1982 et passés au rôle de force de répression se livrant à des opérations préventives ou punitives. Nous en sommes revenus à des tactiques qui rap-

pellent celles de l'armée israélienne dans les années 1950. De précieuses vies sont détruites, et il faudrait beaucoup de courage politique, une exceptionnelle maîtrise de soi pour résister à la tentation d'adopter les méthodes libanaises. Rien d'étonnant donc si notre gouvernement manifeste un penchant pour la manière forte. Et on voit ressortir les arguments anciens : la méthode a fait ses preuves, elle a permis d'éliminer le terrorisme dans la bande de Gaza, donc c'est la méthode qui convient au Sud-Liban. Mais cette argumentation, proférée sur un ton quasi hystérique, n'a pas beaucoup plus de sens que le projet de créer un ordre nouveau, proclamé au début de la guerre. Le Sud-Liban d'aujourd'hui n'est pas une région où l'armée israélienne puisse imposer quoi que ce soit.

Ni les expulsions, ni la destruction d'habitations, ni les châtiments collectifs, ni l'élimination de chefs terroristes ne changeront rien à cette réalité fondamentale : nous nous sommes trouvés au milieu d'une population en état de révolution, qui comporte suffisamment d'individus prêts à sacrifier leur vie pour nous empêcher d'imposer notre loi. Nous assistons au développement d'une communauté khomeiniste rebelle à l'autorité libanaise locale et, à plus forte raison, à celle d'un envahisseur étranger. Il serait plus sage de reconnaître qu'un Iran en miniature s'est créé à nos frontières, et qu'il est impossible de lui appliquer les mêmes méthodes qu'aux autres factions libanaises dans le passé.

Mais au-delà des divergences d'opinion quant à l'efficacité d'une guerre contre le terrorisme, il faut poser le problème de fond de l'emploi de méthodes extrêmes de répression. Quoi que nous fassions, nous aurons toujours pour voisine cette population que nous connaissions à peine quand nous nous sommes lancés dans cette guerre. Nous ferions bien d'essayer au moins de la comprendre maintenant. Si nous choisissons d'imposer à ces Libanais notre présence, et de venger, par des « méthodes libanaises », la mort de nos soldats, nous ne les inciterons guère à devenir pour nous de bons voisins. Nous aiguïserons au contraire leur soif de revanche, et nous

préparerons de nouvelles hécatombes parmi nos forces armées lorsqu'elles iront rétablir l'ordre dans les villages chiïtes. Nous n'imposerons pas silence aux chiïtes par la manière forte. C'est une tactique qui les poussera à durcir leur action, et perpétuera leur haine longtemps après que le dernier de nos soldats aura quitté le Liban.

Notre préoccupation doit être non pas de châtier ou de régler des comptes mais de nous retirer promptement et en bon ordre sous une protection adéquate. Notre objectif doit être la frontière entre les deux États, et le plus rapidement possible. Nous ne sommes pas chargés d'imposer aux chiïtes excités une meilleure conduite. Nous avons subi des pertes, douloureuses, mais si nous cédon à la tentation de montrer que nous savons frapper fort, d'user des « méthodes libanaises », il nous en cuira, et plus douloureusement encore.

Les agressions dont nous sommes l'objet ne doivent pas déclencher chez nous des réactions aveugles. Ce que la main écrit sur le mur, c'est qu'il nous faut quitter ce pays maudit sans délai et sans nous souiller les mains davantage. Lorsque nous aurons coupé les ponts, que nous n'aurons plus d'occasion de conflit avec cette population hostile, l'armée israélienne pourra commencer à penser comment défendre ce qu'elle a pour charge de défendre : non pas un corps d'armée en danger au Sud-Liban mais notre propre population de ce côté-ci de la frontière. Cela entraînera peut-être à l'occasion des incursions dans les régions chiïtes, mais au moins l'armée israélienne ne s'y engagerait pas en position d'armée en retraite et sur la défensive.

Gideon SAMET, *Haaretz*,  
22 février 1985

## LES HÉROS DE LA RETRAITE

Et maintenant, ils réclament le retrait immédiat du Liban, sans ligne provisoire de repli, sans stades intermédiaires, sans délais. Ils veulent que l'armée israélienne